

MÉLANGES

A LA FACULTÉ DES LETTRES

Le cinquième colloque d'histoire moderne

Comme chaque année depuis cinq ans, la Faculté des Lettres et Sciences humaines d'Aix a vu se tenir un colloque d'histoire moderne préparé et organisé par M. Pierre Guiral, présidé par M. le doyen Palanque, et consacré cette année au thème *Socialisme et Religion*.

Comme chaque année, mais cette année plus encore, le colloque fut enrichi de la participation active de plusieurs professeurs venant d'autres universités : M. le doyen Droz (de Clermont-Ferrand), M. Paul Leuilliot (Ecole des Hautes-Etudes), et MM. J. Duroselle et René Rémond (Fondation nationale des Sciences politiques) ; M. Jean Vidalenc (de Caen), empêché, avait adressé le texte de sa communication ; une seule déception : M. le doyen André Latrelle (de Lyon) n'a pu venir tirer les conclusions, comme il était prévu, et M. Duroselle s'acquitta à sa place de la tâche d'improviser un bilan des exposés et des discussions qui les suivirent.

Ajoutons que M. Michel Lejeune, professeur en Sorbonne, directeur adjoint du C.N.R.S., et M. Bernard Guyon, doyen de la Faculté des Lettres honorèrent de leur présence les séances du colloque.

Socialisme et Religion. — Le problème fut abordé dans le cadre de la France, à une seule exception près, la communication de M. Droz sur l'Allemand *Victor-Aimé Huber, un socialiste conservateur et protestant du milieu du XIX^e siècle*.

Cette remarquable ouverture sur l'étranger donna lieu d'ailleurs à une discussion d'intérêt général sur les positions et prédispositions comparées des religions catholique et protestante en face des problèmes sociaux.

A ceci près, donc, histoire de France. Mais, dans celle-ci, deux périodes distinctes ont été concernées : d'abord le début et le milieu du XIX^e siècle, où le socialisme utopique est confronté avec la religion (trois exposés, ceux de MM. Vidalenc, Leuilliot et Guiral touchent au *Saint-Simonisme*, un, celui de M. Duroselle, au *Fourtérisme*) ; ensuite, la Troisième République, où le socialisme politique, organisé, militant, est confronté avec la religion encore, mais surtout peut-être avec l'anticléricalisme traditionnel de la gauche (exposés de M. Mesliand sur l'*Anticléricalisme à Pertuis de 1871 à 1914*, et de M. Rémond sur l'*Opinion catholique et le Front populaire*).

Comme on le voit, ce n'est pas l'histoire régionale, à la différence des précédents colloques, qui a le plus été abordée : une seule, mais notable exception, la communication que l'on vient de citer de Claude Mesliand, professeur au lycée d'Avignon ; notons encore, pour être complet dans ce recensement provençal, le Toulonnais Louis Jourdan, apôtre saint-simoniien, puis rédacteur au *Siècle*, évoqué dans la communication déjà citée de M. Guiral sur l'*Anticléricalisme des Saint-Simoniens*.

Cette énumération cependant ne suffit pas à rendre compte de l'intérêt du colloque. Plus que les années précédentes — et ce progrès est bien satisfaisant — il nous a semblé que les discussions qui suivaient les exposés étaient nourries, animées et riches d'intérêt. La place nous manquerait pour en donner une image complète, tout au plus pouvons-nous en recenser les thèmes principaux.

1° *Sur la définition du socialisme et du socialiste.* — M. Duroselle admet que Saint-Simon a apporté une contribution au socialisme, mais nie que ses disciples, les Saint-Simoniens, aient mérité ce titre (on les voit préoccupés de leur religion nouvelle, de l'expansion industrielle, du sort de la femme accessoirement ; à peu près jamais du sort du prolétaire). M. Leuilliot, dont l'exposé avait porté sur un médecin saint-simoniien alsacien, Paul Curie, grand-père du physicien Pierre Curie, défendit, avec raison selon nous, le classement traditionnel. Entre 1830 et 1848, le socialisme a des contours assez flous et il faut durcir à l'excès cette notion comme celle de progrès économique, pour les définir comme extérieures l'une à l'autre. Et certaines idées essentielles du socialisme, telles que la critique de l'individualisme, ont bien été diffusées par les Saint-Simoniens et pas seulement par Saint-Simon.

A notre avis, de façon plus générale, et du point de vue de la méthode, il y aurait lieu de distinguer entre l'étude de l'équipe d'hommes restés formellement saint-simoniens et qui a donné surtout — comme chacun sait — des napoléoniens et des capitalistes, et l'étude des hommes ou des groupes qui ont subi, entre 1830 et 1835, l'influence de tout ou partie du lot d'idées et d'aspirations lancées par la prédication saint-simoniienne, qui ont évolué ensuite vers l'esprit de la démocratie socialisante de 1848, et qui se situent ainsi plus à gauche que les Saint-Simoniens de stricte appartenance.

Le même problème d'application légitime du mot socialiste se retrouve à propos de l'Allemand V.-A. Huber. Mais ici M. Droz reconnaît volontiers qu'il l'avait qualifié de socialiste surtout pour attirer l'attention sur sa conception théorique de l'évolution inéluctable de la société industrielle moderne, mais que les visées sociales, les buts politiques de ce conservateur étaient aux antipodes de l'idéal socialiste.

2° *Sur la place de la II^e République dans le mouvement des idées.* — Avant 1848, les Saint-Simoniens sont déjà un mouvement de forme religieuse (M. Vidalenc), en difficulté avec les églises, mêmes protestantes (M. Leuilliot), mais eux-mêmes ont à l'égard du christianisme une sympathie condescendante, plutôt que de l'hostilité (M. Guiral). Faits analogues chez les Fourieristes (M. Duroselle). Pourquoi, au-delà de 1848, ce passage des Saint-Simoniens au plus vigoureux anticléricalisme (M. Guiral) ? Pourquoi, au même moment, la rupture des liens qui s'esquissaient entre certains prêtres et certains Fourieristes (M. Duroselle) ?

Pour M. Guiral, la raison principale c'est la survie du catholicisme : « le catholicisme avait tenu ; il n'était pas mort d'une mort douce (...), il avait duré ». D'où la déception et la colère de ceux qui avaient aspiré à sa succession.

Pour M. Duroselle, par contre, la responsabilité des événements politiques semble bien être plus directe ; il s'exprimait ainsi : « Cet échec (du Fouriérisme catholique) se situe dans une ambiance fort explicable, où les catholiques ont décidé de soutenir l'ordre plutôt que la réforme sociale ».

Pour ma part — s'il m'est permis d'intervenir dans ce compte rendu — je serais assez porté vers cette dernière explication et me demande si elle n'aurait pas aussi quelque validité pour les Saint-Simoniens. Ce que je sais de la biographie de Louis Jourdan, qui fut, au printemps de 1848, un chaud partisan de la réforme sociale, irait assez bien avec cette hypothèse.

3° *La place de l'anticléricalisme dans la politique socialiste sous la III^e République.* — Le problème fut d'abord étudié avec beaucoup de précision, au niveau de la politique locale, sur l'exemple de Pertuis, chef-lieu de canton vaclusien, et assez typique bourg de tradition rouge, par M. Claude Mesliand. Vers la fin de la période 1870-1914, l'opinion socialiste va apparaître et tendre à gagner aux dépens de l'opinion radicale, dont la domination longtemps exclusive était liée à des luttes très populaires contre la réaction monarchiste et contre l'Église. Les raisons économiques et sociales de ce glissement du radicalisme au socialisme furent décrites de façon convaincante, mais la place manque pour les reproduire ici ; ce qu'il faut retenir, par contre, c'est que les socialistes, s'opposant aux radicaux, ne peuvent se faire place à côté d'eux qu'en faisant avec eux assaut d'anticléricalisme ; même dans la période 1905-1914, où, au niveau national, le bloc des gauches est rompu et où les polémiques sont sévères entre radicaux et socialistes, l'anticléricalisme le plus sectaire continue à les unir sur le plan local et, par exemple, dans la section locale de la *Libre Pensée*, les notables radicaux dominent et entraînent dans leur sillage les militants socialistes. On pouvait trouver, dans l'exposé de M. René Rémond sur l'*Opinion catholique et le Front populaire en 1936*, une espèce de vérification par la contre-épreuve des constatations qui précèdent : le Front populaire est, sous la III^e République, la seule grande victoire de la gauche dont les catholiques n'aient pas fait les frais. Et l'on peut se demander (cette idée fut évoquée dans la discussion) si ce n'est pas précisément parce que dans la coalition victorieuse de 1936 la gauche sociale (socialistes et communistes) était désormais émancipée de la gauche radicale, traditionnelle gardienne de l'anticléricalisme.

Mais ce n'est là qu'un des aspects de l'exposé fort complet de M. Rémond, qui mit bien en lumière la naissance d'une diversification de l'opinion catholique en face du socialisme. Le Front populaire comprenait déjà, avec la Jeune République, un groupement catholique ; les syndicats chrétiens n'ont pas été absents des grèves de juin ; dans la presse et l'opinion, objet de l'étude de René Rémond, cette tendance est évoquée par le périodique *Sept* dont l'histoire et la fin sont rappelées avec précision et objectivité.

Tels furent quelques-uns des centres d'intérêt de ce cinquième colloque d'histoire moderne, l'un des plus réussis sans doute, dans la mesure où histoire régionale et histoire nationale d'une part, érudition et débats d'idées d'autre part, furent, à notre avis, heureusement mariés.

Il a en tous cas retenu pendant une longue journée l'intérêt d'un public où, comme chaque année, les meilleurs des étudiants d'histoire de la Faculté coudoyaient les professeurs, les archivistes, et, plus généralement, un grand nombre de chercheurs et d'amateurs d'histoire moderne de notre région.

Maurice AGULHON.
